

Annonces légales

nice-matin
Jeudi 19 décembre 2024

27

Conformément à l'arrêté du 19 novembre 2021 relatif à la tarification et aux modalités de publication des annonces judiciaires et légales, le tarif au caractère est fixé pour l'année 2024 à 0,83 € HT pour les Alpes-Maritimes. Par dérogation, conformément à l'article 3 du même arrêté, certaines annonces légales font l'objet d'une tarification forfaitaire. Pour information, les annonces relatives aux sociétés et fonds de commerce font l'objet d'une centralisation sur la base de données numérique centrale mentionnée au deuxième alinéa de l'article 1er de la loi du 4 janvier 1955 et régie par le décret du 28 décembre 2012.

AVIS ADMINISTRATIFS

COMMUNE DE CONTES
Département des Alpes-Maritimes

AVIS

APPROBATION DE LA MODIFICATION SIMPLIFIÉE N°2 DU PLAN LOCAL D'URBANISME DE LA COMMUNE DE CONTES

Par délibération en date du 11 décembre 2024, le conseil municipal de la commune de Contes a approuvé la modification simplifiée n°2 du plan local d'urbanisme de la commune portant sur :

- La modification des règles de hauteur en zone UAb afin de passer de 12 mètres à 12,50 mètres en hauteur absolue.
- La modification du périmètre de la zone UAb afin d'inclure les parcelles cadastrées section AP n°278, 279 et 280.
- La Modification des règles relatives à la réalisation de toitures terrasses en zone UAB.

Le dossier complet de la modification simplifiée du Plan Local d'Urbanisme n°2 peut être consulté en mairie de Contes aux horaires d'ouverture (8h30 - 12h30 et 14h00 - 17h00).

Le maire.

VIE DES SOCIÉTÉS

DISSOLUTION

AZUR PROJECTION

EURL au capital de 22.867,35 €

Siège social : Villa Kryssleyne 21, chemin des Encourdoules 06220 Vallauris

R.C.S. Antibes 434.913.919

Aux termes d'une décision en date du 10/12/2024, l'associé unique a décidé la dissolution anticipée de la société, à compter du 10/12/2024, et sa mise en liquidation.

A été nommé Liquidateur M. Christophe PICOULET demeurant 21, chemin des Encourdoules 06220 Vallauris avec les pouvoirs les plus étendus pour réaliser les opérations de liquidation et parvenir à la clôture de celle-ci.

Le siège de la liquidation est fixé à la Villa Kryssleyne 21, chemin des Encourdoules 06220 Vallauris adresse à laquelle toute correspondance devra être envoyée, et, actes et documents relatifs à la liquidation devront être notifiés.

Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation sera effectué au greffe du Tribunal de Commerce d'Antibes.

Mention en sera faite au R.C.S. de Antibes.

« La reproduction ou l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, de nos articles ou informations est interdite. »

AVIS D'ENQUÊTES



AVIS D'ENQUÊTE PUBLIQUE

Attribution de la concession de la plage naturelle de la Scaletta à Saint-Jean-Cap-Ferrat Au profit de la commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat

En exécution de l'arrêté préfectoral numéro 2024-1312 du 3 décembre 2024, une enquête publique, relative à l'attribution de la concession de la plage naturelle de la Scaletta à Saint-Jean-Cap-Ferrat au profit de la commune aura lieu : du 6 janvier 2025 au 5 février 2025 inclus à l'accueil de la mairie de Saint-Jean-Cap-Ferrat

21, avenue Denis Seméria
Tél : 04.93.76.51.00.

En conséquence, pendant le délai ci-dessus, les pièces du dossier ainsi que le registre à feuillets non-mobilis, cotés et paraphés par monsieur le commissaire-enquêteur, seront déposés à l'adresse sus-citée où les intéressés pourront les consulter aux jours et heures habituelles d'ouverture au public, du lundi au vendredi : de 9 h 00 à 12 h 00 et de 14 h 00 à 17 h 00.

Les observations, propositions, et toute correspondance relative à l'enquête pourront être adressées par courrier au commissaire-enquêteur, mairie de Saint-Jean-Cap-Ferrat, 21, avenue Denis Seméria, 06230 Saint-Jean-Cap-Ferrat, mais également envoyées par messagerie à l'adresse suivante :

ddm-sm@alpes-maritimes.gouv.fr et devront être reçues au plus tard le 5 février 2025 à 17 h 00.

Elles seront tenues à la disposition du public au siège de l'enquête susvisé, et seront accessibles sur le site internet de la préfecture des Alpes-Maritimes <https://www.alpes-maritimes.gouv.fr> (Les services de l'Etat dans les Alpes-Maritimes - Publications - Enquête publique-concessions de plage) dans les meilleurs délais.

Le dossier d'enquête ainsi que les observations du public sont consultables et communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête, auprès de la mairie.

Pendant la durée de l'enquête :

- une version numérique du dossier d'enquête sera consultable en permanence sur le site internet de la préfecture <https://www.alpes-maritimes.gouv.fr> (Les services de l'Etat dans les Alpes-Maritimes - Publications - Enquête publique-concessions de plage) et sur celui de la commune : <https://www.saint-jean-cap-ferrat.fr>

- la commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat mettra à disposition du public, en mairie et aux heures d'ouverture normales, un poste informatique permettant de consulter le dossier numérique.

Par décision N° E24000036/06, en date du 6 novembre 2024, la présidente du tribunal administratif de Nice a désigné en qualité de commissaire-enquêteur : Monsieur Georges REVINCI, Monsieur Raymond HECHT est suppléant.

Monsieur le commissaire-enquêteur se tiendra à la disposition du public à la mairie de Saint-Jean-Cap-Ferrat, 21, avenue Denis Seméria, aux jours et heures suivants :

- le lundi 6 janvier 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 et 14 h 00 à 17 h 00
- le jeudi 16 janvier 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 et 14 h 00 à 17 h 00
- le vendredi 24 janvier 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 et 14 h 00 à 17 h 00
- le mercredi 05 février 2025 de 9 h 00 à 12 h 00 et 14 h 00 à 17 h 00

Des renseignements complémentaires peuvent être sollicités auprès du responsable du projet :

Mairie de Saint-Jean-Cap-Ferrat, pôle des affaires juridiques, foncières et financières, 21, avenue Denis Seméria 06230 Saint-Jean-Cap-Ferrat. Tél : 04 93 76 51 00, qui publiera l'avis d'enquête sur le site internet suivant : <https://www.saint-jean-cap-ferrat.fr>

À l'expiration du délai d'enquête, le registre sera mis à la disposition de monsieur le commissaire-enquêteur et clos par lui. Dès réception du registre et des documents annexés, monsieur le commissaire-enquêteur rencontrera, dans la huitaine, le service instructeur du projet (direction départementale des territoires et de la mer, service maritime) et lui communiquera les observations écrites et orales consignées dans un procès-verbal de synthèse.

Le responsable du projet dispose d'un délai de quinze jours pour produire ses observations éventuelles.

Monsieur le commissaire-enquêteur adressera l'ensemble des pièces, accompagné de ses conclusions motivées dans un délai d'un mois, à la date de la clôture de l'enquête, au préfet des Alpes-Maritimes - direction départementale des territoires et de la mer - service maritime. La copie du rapport et des conclusions sera tenue à la disposition du public pendant un an sur le site internet de la préfecture : <https://www.alpes-maritimes.gouv.fr> (Les services de l'Etat dans les Alpes-Maritimes - Publications - Enquête publique-concessions de plage).

Monsieur le commissaire-enquêteur transmettra une copie de son rapport d'enquête et des conclusions motivées à la commune de Saint-Jean-Cap-Ferrat, où toute personne physique ou morale, concernée, pourra en prendre connaissance et demander communication, à ses frais, pendant une durée d'un an à compter de la date de clôture. Elle sera également publiée sur le site internet de la commune : <https://www.saint-jean-cap-ferrat.fr>

Monsieur le commissaire-enquêteur fera parvenir une copie de ces mêmes documents à madame la présidente du tribunal administratif de Nice.



Vous recrutez ?

Nous mettons
notre expertise
à votre service

nm media

04 93 18 70 00

emploi@nicematin.fr

GROUPE
nice-matin

Votre guide TV plateformes et au-delà !

www.diverto.tv

Diverto

Votre hebdo TV
tous les samedis avec
nice-matin



« NICE-MATIN »

Directeur de la publication :
Simon Perrot

Directeur des rédactions : Denis Carreau

Siège social et imprimerie :

Société par actions simplifiée
Groupe Nice-Matin - Capital 4.100.884,00 €
Actionnaire : Avenir Développement
214, bd du Mercantour 06290 Nice Cedex 3
Mail siège : accueil@nicematin.fr

Dépôt légal à parution

CPPAP Print : 0425 C 86665

CPPAP Web : 1125 Y 90215 - ISSN 0224-5477

Papiers : usine Norake Golbey : Origine : France - 70% fibres recyclées - Ptot : 0,008 kg/t
Ou usine Palm : Origine : UK ou Allemagne - 100% fibres recyclées - Ptot : 0,0083 kg/t
Ou usine Resolute : Origine : Canada - 0% fibres recyclées - Ptot : 0,05 kg/t
Ou usine Papresa : Origine : Espagne - 100% fibres recyclées - Ptot : 0,018 kg/t
Tous nos papiers sont certifiés PEFC.

Notre diffusion
est contrôlée
par Diffusion Contrôlé
(O.J.D)

Pour joindre Nice-Matin,
Var-Matin et Monaco-Matin,
un numéro unique :

36 63 Service 0,15 €/min
+ prix appel

Abonnements :

www.nicematin.com/abonnement

Abo N-M/V-M 1 an 7j/7 429,99 €
Abo Monaco-Matin 1 an 7j/7 ... 469,99 €

TIRAGE PRECEDENT :

Groupe Nice-Matin : 61.262

« NICE-MATIN » adhère au ARPP
Autorité de régulation professionnelle de la publicité
23, rue Auguste-Vacquerie - 75116 Paris



« La reproduction ou l'utilisation, sous quelque forme que ce soit, de nos articles ou informations est interdite. »

GÉREZ VOTRE ABONNEMENT DANS VOTRE NOUVEL ESPACE CLIENT



VOTRE CLUB ABONNÉS

RENDEZ-VOUS SUR NOTRE SITE POUR :

- régler ou télécharger vos factures
- changer votre mode de paiement
- suspendre votre abonnement pendant vos vacances
- s'inscrire à nos newsletters
- participer à notre jeu du mois et gagner des cadeaux

Connectez-vous sur nicematin.com ou monacomatin.mc

puis cliquez dans le menu sur la rubrique "Mon compte"

nice-matin var-matin monaco-matin**BESOIN D'AIDE ? Contactez-nous par mail à serviceclient@nicematin.fr**